

VAUD GUERRE OUVERTE À L'EXÉCUTIF DE VEVEY

La bataille que se livrent les cinq élus depuis décembre a connu un tournant ce lundi, avec la fin de l'alliance majoritaire. Retour sur une crise inédite.



De gauche à droite, le centriste Jérôme Christen, le socialiste sous enquête Lionel Girardin, la verte Elina Leimgruber, le centriste Michel Agnant et le PLR Etienne Rivier.

PAR BENJAMIN PILLARD

30.05.2018

25

En ce début de semaine, la dynamique a complètement changé dans le mauvais feuilleton politique alimenté par l'exécutif de Vevey (VD) depuis 2016, soit le début de la législature. Les élections communales avaient mis un terme à dix ans de majorité socialiste au sein de ce collège de cinq élus: un seul candidat PS -Lionel Girardin- avait passé la rampe. Là où le parti centriste local, Vevey Libre (VL), se payait le luxe d'un deuxième siège, en la personne de Michel Agnant.

Acte I: la gestion du parc locatif

Très vite, les trois représentants des formations traditionnelles – la syndique écologiste Elina Leimgruber, le socialiste Girardin et le PLR Etienne Rivier – ont opté pour une alliance de raison. Pour mieux isoler les deux outsiders de VL, dont le slogan – «politiquement dégagés» – ne rime pas automatiquement avec collégialité...

Pendant 18 mois, les deux blocs sont parvenus tant bien que mal à administrer cette ville de 20'000 âmes. Jusqu'à l'appel à l'aide du canton, en décembre dernier, sur fond de parc locatif communal...

Car durant l'automne, l'alliance majoritaire avait décidé seule que les biens immobiliers seraient externalisés auprès d'une coopérative, et ce dès cet été. Contrairement à ce qui avait été promis au centriste Agnant, à la tête du dicastère du... logement. La médiation proposée par le Conseil d'Etat sera mort-née, les deux édiles VL ayant décidé de se retirer

définitivement du processus, en raison d'une «partialité» présumée de la préfète qui devait le piloter.

En mars, l'exécutif de Vevey annonçait au législatif qu'aucune démission n'était envisagée au sein du collège, aucune entrave à la gestion de l'argent public n'ayant été mise au jour. C'était compter sans «l'affaire Girardin».

Acte II: gestion déloyale

Révéle il y a un mois par nos confrères de «24 heures», ce nouveau feuilleton aura précipité le conflit initial, et brisé la dynamique des deux blocs. Suspendu de ses fonctions de président de la fondation Apollo (une structure proposant des logements aux plus précaires, entre la Riviera, Yverdon, Aigle et bientôt l'Ouest lausannois), le socialiste est en arrêt de travail depuis mi-avril. Officiellement pour surmenage. Dans les faits, le lien avec l'audit du Contrôle cantonal des finances (CCF) ordonné à la même période par son collègue de parti et conseiller d'Etat, Pierre-Yves Maillard, est évident. En cause: des soupçons d'emplois fictifs et de gestion déloyale.

Lâché au début de ce mois par le PS, qui a ouvert une procédure disciplinaire contre lui, l'édile échappait deux semaines plus tard à ce qu'une requête de suspension de ses fonctions soit adressée au gouvernement cantonal par le législatif de la ville. Refusée pour 3 voix. Tout a changé vendredi dernier avec un dépôt de plainte contre Lionel Girardin par le Conseil d'Etat, rapport d'audit à l'appui. Le Parti socialiste exige désormais sa démission immédiate.

Lundi, un vote de ses quatre collègues a révélé un éclatement encore plus net au sein de l'exécutif: le libéral-radical Rivier est le seul à ne pas avoir demandé au canton de suspendre l'intéressé. Les deux VL devront ainsi composer avec trois «blocs»... à moins que l'Etat ne conclue à une mise sous tutelle. (Le Matin)

Créé: 30.05.2018, 10h44

VOTRE AVIS

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non